



WikiLeaks: Scotland Yard savait où était Julian Assange

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2010

[20 minutes](#) 2 décembre 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

ENQUETE - Cependant, l'arrestation du fondateur du site WikiLeaks n'a pas encore été autorisée...

Julian Assange, l'Australien le plus recherché de la planète et fondateur de WikiLeaks, ne serait pas si introuvable que ça. [Selon The Independent, il se trouve en Grande-Bretagne et la police sait à quel endroit](#), mais elle s'abstient pour le moment de l'arrêter.

L'ancien pirate informatique de 39 ans est au coeur d'une controverse mondiale après la diffusion par son site internet de 250.000 télégrammes confidentiels du département d'Etat américain. Il est également l'objet d'un avis de recherche international («notice rouge») [lancé mardi soir par Interpol](#) pour viol et agression sexuelle présumés.

Eclaircissements techniques

Des sources policières, citées par *The Independent*, déclarent savoir où Assange se trouve et connaître son numéro de téléphone. L'Australien a donné à la police britannique ses coordonnées à son arrivée en Grande-Bretagne en octobre, indique le journal, selon lequel il séjourne dans le sud-est de l'Angleterre.

L'Agence britannique de lutte contre le crime organisé (Soca) se refuserait pour l'instant à arrêter l'Australien, car elle aurait besoin d'éclaircissements techniques concernant le mandat d'arrêt européen lancé par des procureurs suédois. Contactées mercredi par Reuters, la police britannique et la Soca se sont refusé à toute déclaration.

Menaces

L'avocat d'Assange, Mark Stephens, a indiqué mercredi que les procureurs suédois n'avaient pas informé son client des soupçons qui pesaient sur lui. «La Suède étant un pays civilisé, je suis malheureusement forcé d'en conclure qu'il s'agit là de persécution et pas de poursuites», a indiqué l'avocat, soulignant qu'il n'y a aucune indication que [son client] soit considéré comme un fugitif. La police et les services de sécurités britanniques savent exactement où il est».

Le conseil a fait appel auprès de la Cour suprême de Suède - pays où il est recherché pour crimes sexuels - contre l'avis de recherche délivré contre son client. Il a encore assuré que Julian Assange ne se cache pas, cependant, il s'est refusé à dévoiler son lieu de résidence, arguant que des menaces de mort ont été proférées à l'encontre de l'Australien de 39 ans. En effet, mercredi, un ancien conseiller du Premier ministre canadien, Stephen Harper, a

suggéré que Julian Assange devrait être assassiné.

Autre caillou dans la chaussure du fondateur de WikiLeaks: dans la nuit de mercredi à jeudi, [Amazon a cédé à la pression de sénateurs américains l'enjoignant à cesser d'héberger le site](#). WikiLeaks, visé par des attaques de hackers, était temporairement hébergé sur les serveurs du géant américain le temps de contrer ces attaques.

La source originale de cet article est [20 minutes](#)

Copyright © [Global Research](#), [20 minutes](#), 2010

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca